



A l'attention de Monsieur Emmanuel MACRON,
Président de la République Française

V/référence : PDR/CP/BEAR /C008322

Monsieur le Président,

Nous accusons réception de votre courrier cité en référence dont le contenu a retenu toute notre attention.

Au point de nous donner l'opportunité de rebondir pour rendre plus exhaustive l'analyse de la situation de notre centre hospitalier qui, dans un rayon d'accès de plus ou moins trente minutes, est au centre d'un bassin de vie de plus de 100 000 habitants. Bassin de vie au sein duquel cinquante deux Maires soutiennent nos revendications. Mais venons en à nos remarques induites par votre lettre.

Nous réitérons notre proposition d'inclure l'offre chirurgicale dans la définition du label « hôpital de proximité », ne serait-ce que pour des raisons d'équité à l'échelle nationale. Car dans l'état actuel de la proposition de loi la dérogation permettant d'exercer certains actes chirurgicaux est à la discrétion du Directeur de l'ARS.

Or Monsieur Pribile, Directeur de l'ARS Bourgogne Franche Comté y est farouchement hostile. Comme nous l'avons déjà dit, nous l'avons rencontré avec les quatre Maires du Bassin Montcellien pour lui demander le retour de la chirurgie ambulatoire : « **je ne reviendrai pas à un système qui nous a mené à la catastrophe** » a-t-il osé nous répondre. Réponse inqualifiable et c'est un euphémisme.

Nous ne voyons donc pas comment nous pourrions obtenir la dérogation qui, objectivement, reprenant vos propres termes, permettrait de "**favoriser l'accès aux soins au regard des besoins de la population**". Besoins dont Monsieur Pribile a été informé en interne par la direction précédente de notre CH. Dans un document intitulé " Reconfiguration Offre de Soins " du 11/09/2018, l'ex directrice exprimait clairement son choix en s'appuyant sur la réalité sociologique de la population :

" Le bassin de population drainé par le Centre Hospitalier de Montceau les Mines est une population vieillissante, isolée socialement dont le recours à une chirurgie ambulatoire de proximité reste un recours essentiel. »

Un recours essentiel ! Nous avons remis une copie de cet avis à Monsieur Pribile ainsi qu'une pétition ayant recueilli 4525 signatures sans pour autant susciter la moindre prise en compte de sa part. Enfermé dans sa tour d'ivoire il reste sourd à tous les acteurs de terrain. C'est tout de même quelqu'un qui a fait l'unanimité du Conseil Régional de Bourgogne Franche Comté contre son Plan Régional de Santé, sans pour autant que cela l'émeuve !

Monsieur le Président, les directeurs d'ARS sont les représentants de l'Etat et nous ne pouvons pas penser qu'ils agissent sans votre aval ou celui de la Ministre des solidarités et de la santé. Et dans toutes les mesures prises nous ne voyons guère de solidarité mais essentiellement des fermetures de lits et de services.

Monsieur le Président il n'y a aucun débat constructif possible avec Monsieur Pribile. C'est d'ailleurs presque un exploit d'avoir obtenu une courte entrevue avec lui.

Nous voulons bien croire que vous connaissez « **l'urgence en matière de soins dans certains territoires...que nous pouvons être certain de votre engagement ainsi que celui de Madame Buzyn pour apporter des solutions rapides** », mais comme sœur Anne nous ne voyons rien venir.

Monsieur le Président vous ne pouvez pas affirmer d'un côté votre intérêt pour le débat et de l'autre ne pas retenir les contributions de tous les acteurs, de toutes les forces vives de la nation.

Monsieur le Président, « nous voulons bien croire », mais surtout nous attendons des actes. Nous attendons de vous la réparation de ce gâchis (le terme est celui d'un chirurgien interrogé par FR3) induit par la fermeture du bloc chirurgical de notre Hôpital. Rien ne s'oppose à ce que les chirurgiens qui y donnent des consultations avancées ne puissent pas y pratiquer les actes qu'ils prescrivent. Rien ne s'oppose, ce sont les professionnels qui nous le disent. Le bloc de chirurgie fermé depuis un an est d'ailleurs maintenu à minima pour la pratique d'actes tels que coloscopie , pose de chambre ou pacemaker.

Monsieur le Président, « nous voulons bien croire ». Alors nous attendons votre soutien pour répondre aux attentes de la population de notre bassin de vie.

Monsieur le Président, « nous voulons bien croire » car nos attentes ne sont pas antinomiques aux débats parlementaires en cours.

Monsieur le Président, « nous voulons bien croire » qu'il n'y aura plus de fermeture d'hôpitaux, mais les vider de leur contenu par la fermeture de services et de lits est une fermeture déguisée.

Monsieur le Président, « nous voulons bien croire » que vous prendrez les mesures nécessaires pour redonner vie à notre hôpital et assurer à la population de notre bassin de vie une offre de soins de proximité de qualité.

Dans l'attente,

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos sentiments citoyens.

Michel Prieur
Président du Codef